Genève le 17 janvier 2012

Vous trouverez ci-dessous quelques articles publiés dans Paris Match.
Cet hebdomadaire a abondamment couvert les événements qui ont marqué la vie d'Aung San Suu Kyi après sa libération.

© Paris Match

www.parismatch.com

15 janvier 2012

Récompense suprême

Le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé, en visite historique en Birmanie, a rencontré dimanche matin à Rangoun l'opposante Aung San Suu Kyi, à qui il doit remettre les insignes de commandeur de la Légion d'Honneur.
Le président Nicolas Sarkozy avait annoncé vendredi par téléphone à la lauréate du prix Nobel de la paix qu'elle recevrait "en témoignage de son engagement exemplaire" cette

distinction des mains du premier chef de la diplomatie française à visiter le pays, lors d'une cérémonie officielle dimanche dans la soirée.
Il avait notamment souligné le "courage politique dont (elle) a fait preuve au service de la démocratie et de la liberté en Birmanie, tout particulièrement au cours de ses nombreuses années d'assignation à résidence", selon la présidence.
Après un entretien de moins d'une heure avec le ministre français dans la vielle bâtisse près du lac, où elle a passé la majeure partie des vingt dernières années assignée à résidence, la "Dame" de Rangoun a salué, en français, les réformes en cours dans son pays. "Nous espérons que ces nouveaux développements renforceront le processus de démocratisation et la réconciliation nationale", a-t-elle déclaré, insistant sur la nécessité "d'arriver à la fin des conflits ethniques". "J'ai du travailler très dur pour lire ce texte en français, c'est donc avec soulagement que je donne la parole à Alain Juppé", a-t-elle conclu en riant.
Suu Kyi avait été libérée de résidence surveillée en novembre 2010, une semaine après des élections auxquelles son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), n'avait pas participé. Le parti avec qui elle a mené tout son combat politique avait été dissous en mai 2010 pour avoir annoncé son boycott de ce premier scrutin en vingt ans.
Mais depuis, la junte, au pouvoir pendant près d'un demi siècle, s'est auto-dissoute et a transféré en mars dernier ses pouvoirs à un nouveau gouvernement "civil", bien que contrôlé par d'anciens militaires. Cette nouvelle équipe a multiplié les réformes spectaculaires, permettant en particulier le retour de Suu Kyi au coeur du jeu politique.
La LND est redevenue légale et participera aux législatives partielles d'avril, tout comme l'opposante qui pourrait ainsi faire sa première entrée au parlement.
La visite d'Alain Juppé intervient après la libération vendredi de quelque 300 prisonniers politiques, dont des leaders du soulèvement populaire de 1988 et de la "révolte Safran" de 2007, réprimés dans le sang. Cette mesure réclamée sans relâche par l'Occident comme une preuve de la sincérité des réformes a été saluée par l'ONU, l'Union européenne et les Etats-Unis.
En arrivant samedi en Birmanie, Alain Juppé, qui doit rencontrer lundi le président Thein Sein dans la capitale Naypyidaw, avait de son côté salué le caractère "historique" des réformes en cours.
Sa visite fait suite à celles de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton début décembre et du chef de la diplomatie britannique William Hague début janvier.

****

Birmanie: les élections partielles fixées au 1er avril

Publié le 30.12.2011, 16h01

Les élections partielles birmanes, qui pourraient pour la première fois faire accéder au Parlement l'opposante Aung San Suu Kyi, auront lieu le 1er avril, a annoncé vendredi la Commission électorale. | Soe Than Win

Les élections partielles birmanes, qui pourraient pour la première fois faire accéder au Parlement l'opposante Aung San Suu Kyi, auront lieu le 1er avril, a annoncé vendredi la Commission électorale.

Plus d'un an après les élections de novembre 2010, que le parti de Mme Suu Kyi avait boycottées, ce scrutin doit permettre de pourvoir 48 sièges dans les deux assemblées nationales et les assemblées régionales, sièges laissés vacants par des élus devenus ministres.

"Les élections partielles auront lieu le dimanche 1er avril 2012", a déclaré la Commission dans un message lu par la télévision et la radio d'Etat.

Les candidats devront s'enregistrer entre le 16 et le 31 janvier.

La lauréate du prix Nobel de la paix avait annoncé en novembre sa volonté d'être candidate à ce scrutin, pour la première fois de sa carrière politique.

Elle était déjà enfermée lors des élections de 1990, au cours desquelles son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), avait humilié le régime militaire en remportant 392 des 485 sièges en compétition. Résultats que les généraux s'étaient refusés à honorer.

Elle avait été libérée de résidence surveillée une semaine après les élections de novembre 2010, au cours desquelles les Birmans étaient appelés à désigner, pour la première fois en vingt ans, des assemblées nationales et régionales dont 25% des sièges sont réservés d'office aux militaires d'active.

Le parti spécialement créé par la junte alors au pouvoir avait remporté une victoire écrasante, après des soupçons de fraude et une campagne décriée.

La LND, parti avec lequel elle a fait toute sa carrière politique, avait été dissoute en mai 2010, après son annonce du boycottage de ces élections.

Mais depuis, la junte s'est auto-dissoute et a transféré en mars ses pouvoirs à un gouvernement dit "civil", bien que composé d'anciens militaires.

Ce gouvernement a multiplié les réformes spectaculaires ces derniers mois, amorçant notamment le dialogue avec Mme Suu Kyi et annonçant la suspension de la construction d'un barrage controversé financé par son allié chinois.

Saisie à son tour par le tourbillon des réformes qui s'est emparé du pays, la LND a décidé de revenir dans la bagarre et de présenter des candidats aux élections partielles.

Sa demande de ré-enregistrement a été acceptée par les autorités en décembre.
L'Occident salue depuis quelques mois, avec prudence, l'entrée de la Birmanie sur la voie de premières réformes démocratiques. C'est le cas des Etats-Unis, qui maintiennent pourtant leurs sanctions contre le pays. Les observateurs jugent que ces sanctions ne seront pas levées sans l'accord d'Aung San Suu Kyi.
Car la fille du général Aung San, héros assassiné de l'indépendance birmane, est plus que jamais l'interlocutrice incontournable des capitales occidentales.
C'est après s'être entretenue avec elle au téléphone que Barack Obama, le président américain, avait annoncé le déplacement historique en Birmanie de sa secrétaire d'Etat Hillary Clinton.
Lors de cette visite début décembre, Suu Kyi s'était dit "confiante" que son pays était sur la "voie de la démocratie", tout en appelant à de nouveaux progrès.
La communauté internationale réclame aussi de nouvelles mesures, et en particulier la libération de tous les prisonniers politiques.
Quelque 200 d'entre eux ont été libérés en octobre, mais entre 500 et 1.600 restent derrière les barreaux. Un responsable de la chambre basse du Parlement avait annoncé jeudi que de nouvelles libérations devraient avoir lieu le 4 janvier et le 12 février.

****

Birmanie: le parti d'Aung San Suu Kyi dépose le dossier de sa légalisation

Publié le 25.11.2011, 06h03

La Ligue nationale pour la démocratie (LND) de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, dissoute il y a un an et demi par la junte, a déposé vendredi son dossier d'enregistrement qui va lui permettre de redevenir un parti politique à part entière. | Soe Than Win

La Ligue nationale pour la démocratie (LND) de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, dissoute il y a un an et demi par la junte, a déposé vendredi son dossier d'enregistrement qui

va lui permettre de redevenir un parti politique à part entière.
Six cadres de la LND ont déposé leur dossier à la Commission électorale, dans la capitale Naypyidaw, enregistrant les noms de 21 co-fondateurs dont celui de la lauréate du prix Nobel de la paix.
"Nous sommes très contents parce que c'est la première étape", a expliqué à l'AFP le porte-parole du parti, Nyan Win. "Pour la prochaine étape, Aung San Suu Kyi devra se présenter elle-même devant la Commission électorale".
Le parti, qui a abandonné son symbole traditionnel - un chapeau en bambou - n'a pas encore tranché sur son nouveau logo.
La LND avait décidé il y a une semaine de revenir dans la légalité et de présenter des candidats dans 48 élections partielles attendues dans les mois à venir.
Le parti avec lequel l'opposante a fait toute sa carrière politique avait été dissous par la junte alors au pouvoir en mai 2010, suite à son annonce du boycott du scrutin de novembre suivant.
Depuis, les militaires ont mis en place à un régime dit "civil", certes toujours sous leur contrôle, mais à la tête duquel le président Thein Sein a multiplié les réformes, espérant sortir de l'isolement international qui épuise le pays.
La semaine dernière, la dissidente, véritable icône de la lutte pour la démocratie dans son pays et dans le monde, a appelé ses camarades à disputer les sièges dans "toutes les circonscriptions".
Son entourage a indiqué qu'elle avait "l'intention" de se présenter elle-même, pour la première fois, à un poste de député. Mais elle n'a pas formellement confirmé.
Suu Kyi s'était lancée en politique en 1988 lors d'un discours prononcé à Rangoun, avant de fonder la LND. Mais elle n'a jamais été candidate dans une élection.
Elle était déjà en résidence surveillée en 1990, lorsque le parti avait remporté haut-la-main le scrutin sans jamais être autorisé à exercer le pouvoir. Et elle était toujours privée de liberté lors des élections de l'an passé, qu'elle et ses compagnons de route avaient boycottées.
Le rythme des réformes se poursuit dans le pays à une rythme inégalé. La secrétaire d'Etat Hillary Clinton est attendue en Birmanie en milieu de semaine prochaine, pour la première visite d'un chef de la diplomatie américaine en 50 ans. Une rencontre avec Suu Kyi est prévue en fin de séjour.

****

Birmanie: Aung San Suu Kyi visite le parlement à Naypidaw et enregistre son parti

Publié le 23.12.2011, 05h06

Myanmar's democracy icon Aung San Suu Kyi (C) arrives at a hotel in Naypyidaw on December 23, 2011. Aung San Suu Kyi is in Myanmar's capital as part of the process to re-register her political party, after it was stripped of its legal status for boycotting last year's elections. AFP PHOTO / SOE THAN WIN | Soe Than Win

1/2

L'opposante birmane Aung San Suu Kyi a rencontré vendredi dans la capitale le président de la chambre basse, un des hommes clés du nouveau régime, alors qu'elle finalisait le ré-enregistrement de son parti et son retour sur la scène politique légale.

C'est la première fois que Suu Kyi rencontrait Shwe Mann, ex-numéro trois de la junte au pouvoir jusqu'en mars dernier, qui a pris sa retraite militaire pour prendre la direction de l'assemblée du nouveau régime "civil".

L'ancien officier s'est déclaré "heureux" de rencontrer l'opposante, qui n'a été libérée de sa résidence surveillée qu'en novembre 2010. "Nous devons travailler ensemble, car l'unité fait la force", a-t-il déclaré à la presse.

La lauréate du prix Nobel de la paix s'est déplacée à Naypyidaw, capitale du pays depuis 2005, pour signer les derniers papiers du processus de légalisation de la Ligue nationale pour la démocratie (LND).

Le parti avec lequel elle a fait toute sa carrière politique avait été dissous en mai 2010, après son annonce du boycott des élections du mois de novembre suivant.

La procédure était terminée à la mi-journée, a indiqué à l'AFP un cadre de la Commission électorale. La légalisation définitive doit être décrétée d'ici environ une semaine, mais ne fait pas le moindre doute. La LND est désormais en mesure de présenter des candidats, dont Suu Kyi elle-même, aux législatives partielles attendues d'ici quelques mois.

L'opposante, totalement marginalisée par la junte pendant 20 ans, a été invitée cette année par le président Thein Sein à revenir dans le jeu politique, dans le cadre d'une série de réformes destinées à briser l'isolement international du pays.

Le président de la chambre haute, Khin Aung Myint, qui a aussi rencontré Suu Kyi vendredi, a estimé que sa présence était "de bonne augure". "Nous voulions que cela arrive depuis longtemps et nous lui souhaitons la bienvenue."

En 1990, la LND avait humilié le régime militaire en remportant les élections mais les généraux avaient refusé de reconnaître ce résultat.

L'actuel parlement est très largement dominé par le Parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP), créé de toutes pièces par la junte. Un quart des sièges ont été par ailleurs attribués d'office à des militaires.
Et certains observateurs s'interrogent sur la sincérité des réformes et le changement radical du discours tenu par le pouvoir, sachant que la plupart des hommes en place sont restés les mêmes d'un régime à l'autre.
Mais au début du mois, lors d'une visite historique de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, Suu Kyi s'était déclarée "confiante" dans le fait que son pays était sur "la voie de la démocratie".

****

actu-match | 15 novembre 2010

Aung San Suu Kyi, images d'une libération

La martyr de la dissidence birmane, Aung San Suu Kyi, 65 ans, a passé 15 des 21 dernières années en détention - à son domicile ou en prison. La lauréate du prix Nobel de la paix 1991 a finalement été libérée le 13 novembre dernier, et restera à jamais un emblème de paix et de lutte pour les droits de l'Homme.

Dimanche, au lendemain de sa libération, la prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi a pris la parole pour défendre la liberté d'expression devant une foule en délire. Adepte de la non-violence, la dissidente birmane a également déclaré devant ses partisans de ne pas éprouvé de rancoeur et vouloir dialoguer avec la junte militaire au pouvoir.

****

actu-match | mardi 23 novembre 2010

Aung San Suu Kyi: Kim Aris, le fils retrouvé

Deux images qui se télescopent. Celle d'un jeune adolescent en «costard cravate» qui reçoit en compagnie de son père Michael et de son grand frère Alexander, le prix Noel de la paix en 1991, à Oslo, alors que sa mère, elle, se bat sur le terrain en Birmanie pour la liberté de son peuple. Et bien sûr cette magnifique photo de retrouvailles, les yeux embués de larmes, dix

ans après un au revoir qui n'était donc pas le dernier. Très ému, Kim Aris, était arrivé à Bangkok peu avant la libération de sa mère. Aujourd'hui âgé de 33 ans, il est le plus jeune des enfants d'Aung San Suu Kyi, qu'elle a eus avec son dernier mari, l'Anglais Michael Aris. Il a immédiatement demandé un visa pour obtenir le droit de voir sa mère, lui qui vit en Angleterre, à Oxford, là où ses parents se sont rencontrés. Très actif dans la lutte politique – il s'est même tatoué le drapeau et l'insigne de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) sur le bras gauche, - Kim restera deux semaines en Birmanie.

Un amour sacrifié

Le combat pour la démocratie en Birmanie qu'a mené la fille du père de l'indépendance, a eu un prix, terrible, l'amour de ses proches éloignés par les circonstances politiques. Etudiante à Oxford – elle a suivi un cursus de philosophie, politique et économie et a obtenu un doctorat.

****

actu-match | mardi 8 février 2011

Aung San Suu Kyi et le casse-tête des sanctions

Alors que le débat agite la Birmanie, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), de l'opposante Aung San Suu Kyi, recommande le maintien de sanctions internationales «ciblées» contre la junte birmane. Elle préconise une réflexion internationale sur la question.

Marie Desnos - Parismatch.com

première vue, cette annonce peut surprendre. La Ligue nationale pour la démocratie (LND), parti de la célèbre opposante birmane Aung San Suu Kyi, a préconisé lundi le maintien des sanctions occidentales infligées à la junte au pouvoir. «Nous sommes arrivés à la conclusion que les sanctions affectent seulement les membres dirigeants du régime et les entreprises qui leurs sont associées, pas la majorité de la population», note Tin Oo, vice-président de la LND. «Les preuves disponibles indiquent que les conditions économiques à l'intérieur du pays n'ont

pas été notablement touchées par les sanctions», poursuit le parti dans un communiqué. Toutefois, la Ligue de l'opposante et Prix Nobel de la Paix prône non pas un statu quo pur et simple, mais «des discussions avec les Etats-Unis, l'Union européenne, le Canada et l'Australie en vue d'un accord sur quand, comment et dans quelles circonstances les sanctions pourraient être modifiées dans l'intérêt de la démocratie, des droits de l'Homme et d'un contexte économique sain.» «Une étude et analyse des conséquences des sanctions par une équipe de professionnels respectés seraient bénéfiques à de telles discussions», insiste-t-elle. Autrement dit, le parti de Suu Kyi souhaite réfléchir avec les pays occidentaux à la manière dont ces sanctions pourraient être modifiées en vue de servir la démocratie, et d'aboutir dans ce domaine à une politique internationale «coordonnée avec sagesse et appliquée avec cohérence». Leur condition sine qua non reste donc l'amélioration des droits humains -qui passe notamment par la libération de l'ensemble des prisonniers politiques, une exigence d'ailleurs inscrite dans le Burmese Freedom and Democracy Act de 2003, qui régit une partie des sanctions américaines.

Cette recommandation va pourtant à l'encontre de nombre d'avis d'observateurs internationaux, qui estiment au contraire que ces sanctions n'ont pas les effets contraignants escomptés sur les dirigeants, tandis qu'elles affaiblissent un pays qui aurait plutôt besoin de s'ouvrir sur le monde. L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), dont la Birmanie fait partie, avait ainsi plaidé à la mi-janvier, pour la levée de l'embargo que les Etats-Unis imposent au régime depuis plus de dix ans, mais aussi celui de l'Union européenne –qui a pris des sanctions après la sévère répression de 2007 contre la révolte des moines bouddhistes. L'organisation régionale estime que la libération d'Aung San Suu Kyi, le 13 novembre dernier, et la tenue d'élections législatives en novembre dernier, les premières en vingt ans –bien qu'accusées d'irrégularités massives-, justifient cette évolution. D'autres experts soulignent en outre que ces mesures coercitives ont un effet pervers: le rapprochement du Myanmar –nom officiel du pays depuis 1989, non-reconnu par les opposants au régime- avec des pays comme la Thaïlande mais surtout la Chine.

Aung San Suu Kyi y réfléchit

«Il suffit de regarder une carte, expliquait récemment l'historien Thant Myint-U au site américain Guernica. Le pays se trouve juste entre l'Inde et la Chine. Et entre la Chine et l'océan Indien. Cette position devrait constituer un énorme atout. Or, en étant soumise aux sanctions occidentales et privée d'accès à l'aide au développement ainsi qu'aux marchés, aux connaissances et aux capitaux occidentaux, la Birmanie, qui sort de plusieurs décennies d'isolement volontaire, est en passe de devenir un simple fournisseur de matières premières pour la Chine, ce qui a de terribles conséquences pour l'environnement local et pour nombre d'habitants.» Au bout du compte, au lieu de faire flancher la junte, ces sanctions ont finalement «sapé le développement de la classe moyenne, sur laquelle pourrait s'appuyer une transition démocratique durable», analyse Thant Myint-U. Selon lui, «la réponse réside dans la promotion des réformes économiques adaptées et dans la suppression de toutes les barrières qui séparent la Birmanie (ses habitants aussi bien que ses dirigeants) du monde extérieur.»

De son côté, celle qui est surnommée «la Dame de Rangoun», âgée de 65 ans, reste assez floue sur la question. Si elle avait semblé plutôt en faveur de la levée de ces restrictions, à sa libération, elle s'était toutefois montrée plus mesurée dans une interview à Paris Match quelques temps après. «Nous devons réexaminer notre position sur cette question, regarder si les sanctions ont un véritable impact, avait estimé la fille du père de l'indépendance. Je pense qu'elles ont un impact politique, et

qu'elles pourraient avoir aussi un impact commercial, mais des organisations internationales comme le FMI (Fonds monétaire international, ndlr) ont déclaré, dans un récent rapport, que les conséquences économiques de ces sanctions n'avaient qu'un effet minimum. Elles n'affectent pas vraiment la vie quotidienne des Birmans», a-t-elle ajouté, laissant envisager un éventuel maintien. «Certains prétendent pourtant que des milliers de travailleurs auraient perdu leur travail... Nous devons nous pencher là-dessus», a-t-elle simplement conclu, avant de rappeler: «Ce n'est pas nous qui avons imposé ni même proposé les sanctions, mais nous les avons approuvées d'un point de vue politique.

****

10 juin 2011

L'organisation Amnesty International a fêté la semaine dernière ses 50 ans de lutte. Retour en images et en témoignages sur certains des plus grands combats menés depuis un demi-siècle. Aung San Suu Kyi, célèbre opposante birmane.«Je pense que votre organisation a fait plus que toute autre organisation pour les prisonniers politiques partout dans le monde et nous en sommes reconnaissants. Nous sommes en contact avec vous depuis 1988, donc c'est vous qui êtes notre allié international depuis le plus longtemps.»*Photo REUTERS/*

****

02 juillet 2011

La parole retrouvée

La prix Nobel de la Paix Aung San Suu Kyi en pleine discussion avec le ministre des Affaires étrangères australien, Kevin Rudd, dans le jardin de l'ambassade australienne de Birmanie.*Photo Soe Than Win/Reuters*

****

actu-match | vendredi 12 août 2011

Aung San Suu Kyi, l'accord de l'espoir

L'opposante birmane et le nouveau gouvernement ont annoncé avoir passé un accord pour «coopérer en vue d'assurer la stabilité, la tranquillité et le développement du pays».

Clément Mathieu - Parismatch.com

n avril dernier, la Birmanie annonçait faire peau neuve. En entrant en fonction, le nouveau gouvernement «civil» mettait officiellement un terme à 49 ans de dictature militaire dans le pays. Difficile de croire évidemment que la junte allait abandonner, du jour au lendemain, un pouvoir obtenu et maintenu par la force depuis 1962, pour laisser vivre un système démocratique qu'elle a étouffé jusqu'ici. Toutefois, en troquant son uniforme militaire contre un habit civil, le pouvoir offre peut-être une toute première étape, même infime, vers la possibilité d'une liberté retrouvée pour le peuple birman. Mais il faudra encore des symboles, des faits et preuves. Comme cet accord passé entre un ministre et Aung San Suu Kyi, dirigeante de l'opposition assignée pendant sept ans à résidence, et annoncé à l'issue de leur rencontre cette après-midi.

La Prix Nobel de la paix 1991 et le ministre de Travail, Aung Kyi, se sont rencontrés durant un peu moins d'une heure vendredi dans l'ex-capitale du pays Rangoun. Les deux parties se sont engagées à «coopérer en vue d'assurer la stabilité, la tranquillité et le développement du pays», afin de répondre aux «véritables besoins de toute la population», selon un

communiqué. Lors d'une conférence de presse dans la nouvelle capitale, Napyitaw, le ministre de l'Information, Kyaw Hsan, a pour sa part tendu un rameau d'olivier à Aung San Suu Kyi et à son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND). «En vue d'une réconciliation nationale, le gouvernement, prudemment, est en train de traiter la question de la LND, qui n'a juridiquement pas le droit d'exister, en offrant à celle-ci l'occasion de servir l'intérêt national». La LND a officiellement été dissoute parce qu'elle refusait de participer aux élections de l'an dernier.

Une nouvelle étape

Le gouvernement « civil» et la junte militaire semblent avoir adouci leur position envers Aung Saan Suu Kyi, la critiquant occasionnellement mais la laissant libre de ses déplacements et de rencontrer diplomates et journalistes. La «Dame de Rangoon», 66 ans, était en résidence surveillée jusqu'en novembre dernier. Depuis sa libération. L'opposante a veillé à ne pas affronter directement le gouvernement et s'est même gardée de critiquer le dernier scrutin, largement perçu à l'étranger comme un simulacre qui, sous couvert de démocratie, a assuré le maintien au pouvoir du régime. Dans le même temps, Aung San Suu Kyi a multiplié les appels au dialogue avec les nouveaux dirigeants du pays. Il s'agissait ainsi du second entretien de l'opposante et du ministre en un peu plus de deux semaines.

Avant cela, Aung San Suu Kiy connaissait déjà bien son interlocuteur. L'opposante avait rencontré Aung Kyi à neuf reprises depuis 2007 alors qu'elle était en résidence surveillée et qu'il assurait la liaison entre elle et la junte militaire au pouvoir. «Vous pouvez considérer cette rencontre comme la première étape d'une série de choses sur lesquelles nous avons l'intention de coopérer plus avant», avait déclaré Aung Kyi, devant la presse, avec Aung San Suu Kyi à ses côtés, à l'issue de leur dernière rencontre. L'entretien de cet après-midi était donc une seconde étape. Et les suivantes sont attendues avec beaucoup d'espoir.

****

Actu Match | vendredi 19 août 2011 16:15

Aung San Suu Kyi a rencontré le président birman

Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la paix 1991 et dirigeante de l'opposition birmane, a rencontré pour la première fois vendredi le président Thein Sein, arrivé au pouvoir au mois de mars et soutenu par l'armée. Aung San Suu Kyi, 66 ans, qui a passé 15 ans en résidence surveillée pour son combat en faveur de la démocratie, s'est rendue par avion à Naypyitaw, la nouvelle capitale, pour rencontrer Thein sein, lui-même ancien général. La rencontre a eu lieu dans le Palais présidentiel, a déclaré un haut responsable du ministère de l'Information, qui a refusé d'être nommé. Il n'a pas donné davantage de détails sur les sujets de la discussion mais a précisé que la rencontre avait été courte. C'est première visite d'Aung San Suu Kyi à Naypyitaw, ville construite il y a seulement cinq ans sur un plateau à 330 km au nord de Rangoun, l'ancienne capitale et première ville du pays. Thein Sein, arrivé au pouvoir le 30 mars, est considéré comme l'un des membres les plus modérés du nouveau gouvernement.

****

actu-match | jeudi 13 octobre 2011

Après le printemps arabe, l'automne birman?

Des signes encourageants. Le gouvernement birman a libéré 300 prisonniers politiques, mercredi, dont le comédien Zarganar, grande figure de la dissidence.

Yannick Vely - Parismatch.com

C'est le Coluche de Birmanie, un homme au courage inouï qui a suivi l'exemple de la prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi en s'élevant contre l'injustice de la dictature. Star de la télévision et de la vie culturelle de son pays, Zarganar a été arrêté une première fois en 1988, puis libéré six ans plus tard, surveillé comme le lait de coco sur le feu par Rangoon. En 1997, le dentiste de formation se frottait de nouveau avec la justice de son pays, avec un film satirique, «Lun», qui lui valait une interdiction de filmer – d'Iran en Birmanie, en passant par la Chine, une internationale de la censure existe… Mais il est impossible de bâillonner les insoumis. Le 26 septembre 2007, Zarganar est arrêté à son domicile lors des grandes manifestations anti-gouvernementales pour avoir supporté le mouvement contestataire des moines bouddhistes. Avec son ami Kyaw Thu, il avait publiquement apporté de l'eau et de la nourriture aux manifestants avant une marche de protestation, une nouvelle provocation pour le pouvoir en place.

Relâché, l'acteur-réalisateur reprenait la parole dans les médias étrangers et critiquait l'inaction gouvernementale après le meurtrier passage du cyclone Nargis au printemps 2008. La provocation de trop. De nouveau mis derrière les barreaux, Zarganar était condamné à 59 ans de prison pour «troubles à l'ordre public», une peine ramenée à 35 ans par la justice birmane, dans sa grande clémence (sic). Libéré mercredi, l'homme a bien sûr conservé son goût pour le combat. Même s'il arborait un grand sourire en compagnie de ses proches, il ne pouvait s'empêcher de penser aux prisonniers de conscience qui restent sous les verrous malgré les annonces officielles. «Je ne suis pas content du tout car aucun des 14 prétendus prisonniers politiques, mes amis à la prison de Myitkyina ne figurent pas parmi ceux qui sont libérés aujourd'hui. Je serai heureux et je remercierai le gouvernement quand tous mes amis

seront libérés», a-t-il déclaré, à sa sortie. Interrogé sur un message qu'il voudrait délivrer au président Thein Sein, qui avait annoncé mardi cette amnistie de plus de 6300 détenus – 300 seulement ont été immédiatement libérés -, il a répondu: «Je voudrais lui demander pourquoi il est si pingre. Il reste encore beaucoup de gens en prison qui doivent être libérés.»

Shin Gambira toujours en prison

Dans un entretien accordé au journal «The Irrawaddy», l'activiste revient sur sa vie de prisonnier. «Les conditions d'incarcération étaient moins mauvaises que durant les années 1990, lorsque j'avais été détenu pour la première fois. Je n'ai pas été torturé, et les responsables ne nous ont pas non plus insultés. Mais nous n'avons jamais reçu la visite du CICR (Comité International de la Croix Rouge)», a expliqué ce libre penseur. «Lorsqu'ils m'ont annoncé que je serais libéré, j'ai demandé en blaguant si cela voulait dire que mon âme serait libérée de mon corps», a-t-il ajouté avec humour. Et Zarganar d'annoncer qu'il continuerait à se battre pour l'établissement d'une vraie démocratie en Birmanie. «Tant que le système en vigueur ne sera pas une véritable démocratie, je continuerai à faire à la fois de la politique et de l'art», a-t-il confirmé, avant de démontrer qu'il n'était pas dupe du petit jeu des autorités birmanes.

Si l'opposante Aung San Suu Kyi a exprimé sa «reconnaissance» envers le gouvernement de Thein Sein, les prochains mois s'annoncent déterminants pour la suite de l'évolution démocratique du pays. Le pouvoir birman cherche à convaincre l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (Asean), dont elle est membre, de lui confier la présidence tournante de l'organisation en 2014, avec deux ans d'avance sur le calendrier prévu, et ainsi se racheter une image sur la scène internationale, sans pour autant ouvrir la porte à une véritable démocratie. Plus de 2000 opposants birmans demeurent emprisonnés, dont le leader des manifestations de 2007, le moine bouddhiste Shin Gambira. Dans un premier temps, des milieux de l'opposition avaient annoncé la remise en liberté du chef de file de l'Alliance des moines birmans lors du mouvement de contestation réprimé dans le sang en septembre 2007. Par la suite, Aye Myint, avocat des dissidents, a déclaré à Reuters qu'après de nouvelles vérifications à la prison de Kalay, l'intéressé demeurait incarcéré dans cet établissement pour détenus politiques où il purge une peine de 68 ans de réclusion criminelle.

****

Culture-match | lundi 24 octobre 2011

Aung San Suu Kyi. The Lady

Le 30 novembre sort le film évènement de Luc Besson consacré à l'icône de la liberté. Paris Match revient sur l'histoire de l'opposante la plus célèbre de Birmanie.

Par Flore Olive - Paris Match

Les check points qui barraient l'entrée de la rue de l'Université ont disparu, mais les policiers en civil sont toujours là. Au numéro 54, ils surveillent encore la demeure de celle que le régime a emmurée dans le silence et la solitude pendant près de vingt ans. Aujourd'hui, il n'y a plus de prisonnière à Rangoon, mais en Birmanie, la liberté est toujours conditionnelle. « Les gens ne sont pas libres ici, parce que la loi n'y signifie rien », nous expliquait Aung San Suu Kyi lors de notre rencontre, en décembre 2010. Un mois plus tôt, le 13 novembre, les autorités mettaient fin à son assignation à résidence. Touchante d'humilité, elle ne se pose ni en égérie ni en martyre. « L'un des plus beaux moments de mon existence, durant mon arrestation, nous confiait-elle, fut de réaliser que je n'aurais pas voulu être quelqu'un d'autre. Pas parce que je me trouve merveilleuse, mais parce que chacun a ses propres problèmes. Comprendre cela m'a donné de la force. Je suis préparée à faire face. Quels que soient mes problèmes, je ne les fuis pas. Dans tous les cas, je n'estime pas que j'ai tant souffert. »

Une femme extraordinaire qui, jusqu'à ce que sa vie bascule, un soir de 1988, menait une vie ordinaire. C'était « un soir de calme comme tant d'autres à Oxford, le dernier jour du mois de mars, écrivait son époux, Michael Aris, en 1991*. Nos fils étaient au lit, nous étions en train de lire quand le téléphone a sonné. Suu a répondu. Sa mère avait eu une sévère attaque. Elle a posé le téléphone et commencé à faire ses bagages. J'ai eu une prémonition : celle que nos vies pourraient changer pour toujours. » Suu Kyi ne se doute pas qu'elle va être rattrapée par l'Histoire. Celle d'un pays quitté alors qu'elle n'avait que 15 ans, déjà marquée par la destinée. La petite fille a 2 ans à peine quand son père, le général Aung San, héros de

l'indépendance, est assassiné. Treize ans plus tard, sa mère, diplomate, quitte la Birmanie et ce qu'elle charrie de drames pour l'Inde où elle devient ambassadrice. Suu Kyi est élève au prestigieux collège Lady Shri Ram de New Delhi avant d'être admise à St Hugh's College, à Oxford, dont elle a gardé un accent british très prononcé et le langage châtié.

C'est là, à la faculté où elle étudie la philosophie, les sciences politiques et l'économie, qu'elle rencontre Michael Aris. Grand spécialiste du Tibet et de la culture himalayenne, Michael Aris vit alors entre la Grande-Bretagne et le Bhoutan où il poursuit ses recherches. C'est dans cette relation à distance d'abord épistolaire que leur amour s'éprouve et se construit. Ils se marient le 1er janvier 1972. Passent leur première année de vie commune au Bhoutan avant leur retour à Oxford. Lui devient chercheur et enseignant à St John's College ainsi qu'à l'université où il enseigne. Elle étudie, écrit et travaille à la bibliothèque de la faculté, l'une des plus fameuses de Grande-Bretagne. Alexander, leur premier fils, naît en 1973. Kim, le second, en 1977. S'ils en sont loin, la Birmanie est toujours présente. Et Suu Kyi pressent déjà que ce pays, où elle n'a pas grandi, pourrait un jour la pousser à tout quitter : « Parfois, je suis assaillie par des peurs… Que les circonstances et considérations nationales puissent nous déchirer, nous mettre en pièces alors que nous sommes si heureux l'un avec l'autre, qu'une séparation serait un supplice », écrivait-elle dans l'une des lettres envoyées à Michael avant leur union.

C'est cette femme amoureuse, enseignante, chercheuse, mère de famille, qui débarque à Rangoon, un soir de mars 1988, pour y soigner sa maman mourante. Elle ne reverra plus l'Angleterre. La révolte étudiante réclame la fin de la dictature militaire. En Birmanie, la femme ordinaire n'existe plus : Suu Kyi y est Aung San Suu Kyi, la fille d'Aung San, le héros de l'indépendance, et les opposants au régime en font à la fois le leader de leur mouvement et leur icône. Propulsée en première ligne, Suu Kyi trouve la force et le courage d'endosser le rôle que l'on veut lui faire jouer, comme s'il la révélait à elle-même. La répression des manifestations est sanglante. Suu Kyi sait que si elle retourne en Grande-Bretagne, le régime ne la laissera jamais revenir. Elle sait aussi que face à la brutalité des autorités qui persécutent les familles d'opposants, son mari et ses fils doivent rester là-bas, faute de visa. Qu'elle ne peut leur imposer de vivre sous une dictature. Elle est engagée désormais dans un processus qui la dépasse, dans un combat qu'elle assume de porter et auquel elle va, dès lors, devoir tout sacrifier.

Peut-être, un jour deviendra-t-elle le Mandela de la Birmanie

Commence alors un long tunnel de solitude et d'oppression. Suu Kyi ne sera autorisée à quitter son domicile que deux fois, durant quelques semaines, en 1995 et 2002. Elle n'ira pas chercher son prix Nobel de la paix en 1991. Recluse entre les murs de cette bâtisse familiale du nord de Rangoon, où les journées s'étirent et se répètent, elle joue du piano, lit des ouvrages censurés. Pour faire de la monotonie une force, elle organise sa vie comme un métronome. « Je me levais tôt, vers 4 h 30, puis j'écoutais les programmes de la radio birmane, qui démarrent à 5 h 30, ainsi que ceux de Voice of America, Radio France - international et Democratic Voice of Burma, nous avait-elle décrit. Cela m'occupait durant trois heures environ. Ensuite, je prenais un bain et je faisais mes prières avant le petit - déjeuner. Je passais le reste de la journée à lire et à faire des petits travaux d'entretien dans ma maison qui est vieille. » Jusqu'en 1997, sa famille parvient à lui rendre visite selon le bon vouloir des autorités. Malgré le déchirement de voir cette vie commune détruite, Suu Kyi sait que c'est aussi parce qu'elle n'est pas seule qu'elle trouve la force de poursuivre cette lutte. L'amour et le soutien inconditionnels que lui manifeste Michael Aris, qui élève ses fils,

apaisent son insoutenable solitude, soulagent la culpabilité qui aurait pu la faire renoncer. Mais en 1998, Michael apprend qu'il est victime d'un cancer de la prostate : son pronostic - vital est engagé. S'engage le plus odieux chantage que la junte ait jamais imposé à celle qu'ils ont déjà privée de tout. Face aux demandes de visa répétées de Michael Aris, les militaires lui opposent un refus systématique. Si Aung San Suu Kyi veut soutenir son mari, elle doit aller en Grande-Bretagne, quitter la Birmanie. Elle ne cède pas. Jusqu'à l'ultime sacrifice : Michael meurt loin d'elle, en 1999 sans même l'avoir revue une dernière fois. Sur ces douleurs - intimes, elle ne s'exprimera jamais.

Les généraux interrompent parfois son assignation à résidence par des peines d'emprisonnement. Son état de santé se dégrade. Le 22 septembre 2007, c'est une femme au charisme intact mais en larmes qui apparaît à la grille du 54 rue de l'Université, pour venir saluer les centaines de moines rassemblés devant chez elle et qui, à leur tour, exigent la démocratie. Encore une fois, ce mouvement sera réprimé par les armes. En 2010, Suu Kyi n'est pas candidate au simulacre d'élections organisé par la junte. Au cours de cette mascarade de démocratie, Than Shwe, alors âgé de 77 ans, qui dirige le pays d'une main de fer depuis 1992, se retire au profit de Thein Sein, sorte de président fantoche, qui a troqué son uniforme militaire contre un costume pour mieux donner au pouvoir toutes les apparences d'un régime civil sans qu'il n'en soit rien. Dans la foulée, le 13 novembre 2010, l'assignation à résidence d'Aung San Suu Kyi est levée et ses fils, qu'elle n'a pas revus depuis dix ans, se voient délivrer un visa. L'un des deux se rend en Birmanie. « Avant, ma vie était si calme… nous disait-elle un mois plus tard. Maintenant, elle est chaotique ! C'est dur. Pas psychologiquement, bien sûr, mais physiquement. J'aimerais dormir une journée entière ! » Après tant de silence, de souffrances, d'isolement, ce brusque retour à la vie semblait l'éprouver autant que l'enchanter. Du monde moderne, elle découvrait subitement les changements, « surtout dans le domaine de l'information », constatait-elle, étonnée par la prolifération des téléphones portables et de l'Internet.

Pour la première fois, le 19 août dernier, Aung San Suu Kyi a pu se rendre à Nay Pyi Taw, la nouvelle capitale, où elle a rencontré le président Thein Sein. Un déplacement inimaginable il y a encore un an, quand prononcer son nom valait encore la détention. Suu Kyi ne quittera la Birmanie, cette prison à ciel ouvert, que lorsque les barreaux en seront tombés. Et peut-être ce jour-là, dans une communauté de destins avec Mandela, dirigera-t-elle cet Etat démocratique et libre pour lequel elle a déjà donné sa vie. « Il n'existe pas de recettes pour nous aider à survivre, déclarait-elle en 1998. Nous nous contentons de faire de notre mieux dans les limites de nos possibilités, en sachant pertinemment que le tissu de notre existence peut, à tout - moment, sans crier gare, se voir transpercé par ce monstre aux mille tentacules qui, sous son masque de fer, se cache sous le nom "les autorités". Au nom de quoi nous battons-nous sans répit ? Pour le droit d'être reconnus en tant qu'êtres humains dotés de dignité. »

****

actu-match | lundi 14 novembre 2011

Aung San Suu Kyi. Un an après

Le 13 novembre 2010 prenait fin l'assignation à résidence de la Prix Nobel de la paix. Et un formidable espoir démocratique de naître en Birmanie.

Yannick Vely - Parismatch.com

Ce fut l'une des formidables images de 2010: Aung San Suu Kyi, libre et heureuse, face à ses partisans rassemblés devant chez elle, le micro à la main, saisie par l'émotion après avoir passé quinze des 21 dernières années en détention, à son domicile ou en prison. Et le monde entier de rêver à voix haute alors d'un «automne birman», de la démocratisation progressive d'un pays sous le joug d'une dictature militaire. Un an après, les avancées sont réelles, même si, comme nous l'a souligné Mireille Boisson, coordonnatrice pour la Birmanie à Amnesty International, «le dégel reste relatif». Des nouvelles élections parlementaires sont prévues avant la fin de l'année et la Prix Nobel de la paix elle-même pourrait briguer un poste, a indiqué samedi le porte-parole de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND). Interrogé sur cette possibilité, Nyan Win a ainsi déclaré qu'il pensait qu'«elle le ferait». La fille de Bogyoke Aung San, qui a toujours prôné le combat électoral, pourrait ainsi reprendre l'histoire de la démocratie birmane là où elle s'est brutalement arrêtée, en mai 1990, quand la junte militaire des généraux Saw Maung, Than Shwe et Thein Sein – ce dernier est l'actuel président de la République – n'avait pas accepté le résultat des urnes pour conserver le pouvoir et emprisonner de nombreux représentants du LND, dont Aung San Suu Kyi. Cette dernière ne veut d'ailleurs pas d'une révolution sur le modèle du printemps arabe, mais d'une transition démocratique et non-violence, que cela se passe dans le calme et la réconciliation, au risque de décevoir une partie de la diaspora. Lors d'une conférence à Hong Kong, la dissidente a ainsi expliqué que le gouvernement birman actuel apprend «très lentement» ce qu'est la démocratie.

Les Karens toujours réprimés

Après la libération de quelque 230 prisonniers politiques le 12 octobre dernier, dont le comédien Zarganar, le pouvoir de Rangoon pourrait annoncer prochainement une nouvelle mesure d'amnistie. «Naturellement, des prisonniers présentés comme des prisonniers de conscience seront libérés très, très prochainement et les autres seront transférés dans des centres de détention proches de leurs familles», a indiqué à Reuters une source du ministère de l'Intérieur. Un nouveau signe en direction de l'Occident et du monde entier, qui pourrait intervenir le jour de l'ouverture à Bali, en Indonésie, du sommet des pays de l'Asean, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Ce n'est bien sûr pas un hasard. «Le pouvoir en place ne veut pas manquer le train du développement économique de la région», nous a précisé Mireille Boisson, et le président Thein Sein – qui a par ailleurs pour conseiller économique un proche d'Aung San Suu Kyi – espère prendre la tête de l'Asean en 2014. «La Birmanie essaie de redorer son image», d'autant qu'il s'agit là à la fois d'une affaire économique et de prestige, avec des négociations en cours avec le Fonds monétaire international. La Chine joue également un rôle important… et pragmatique.

«Elle veut la paix à ses frontières pour ne pas récupérer trente milles réfugiés supplémentaires du combat avec les Shan (ethnie minoritaire de Birmanie, réprimée par Rangoon, Ndlr)». Mais bien sûr, dans ce cadre idyllique tel qu'aimerait qu'il soit présenté, il y a encore des luttes à mener. Les lois qui ont permis l'enfermement arbitraire des opposants politiques n'ont pas été abrogées. Des divisions supplémentaires de l'armée birmane ont été envoyées dans le sud-est du pays, afin de mater la rébellion des Karens, qui s'opposent à la construction d'une route qui saccage une partie des ressources naturelles. Aung San Suu Kyi, elle-même, reste donc méfiante. «Elle nous demande de rester observateur des évolutions en cours en Birmanie», conclut Mireille Boisson. Amnesty International lance ainsi un nouvel appel à la libération de tous les prisonniers politiques birmans. Emprisonné depuis 2007, torturé à de multiples reprises, le cas du moine bouddhiste U Gambira inquiète également l'organisation humanitaire qui milite pour son transfert immédiat à l'hôpital afin d'être soigné de ses maux.

****

actu-match | lundi 21 novembre 2011

Le retour politique d'Aung San Suu Kyi

Marie Desnos - Parismatch.com

L’annonce officielle n’était qu’une question de temps. C’est désormais chose faite. Aung San Suu Kyi, figure de l'opposition birmane et lauréate du prix Nobel de la paix, a confirmé ce lundi qu’elle serait candidate aux élections partielles à venir -une série d'élections législatives doit avoir lieu d'ici à la fin de l'année dans 48 circonscriptions. «Aung San Suu Kyi a l'intention de se présenter à une élection partielle, mais il est un peu trop tôt pour dire dans quelle circonscription elle se présentera», a ainsi déclaré à Reuters Nyan Win, un des cadres de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND). Une annonce qui concrétise pour de bon le retour en politique de la militante pacifiste emprisonnée 15 des 21 dernières années. Il s’agira en effet de la première campagne électorale de la Birmane depuis les législatives de 1990, que son parti avait remporté haut la main, mais dont la junte au pouvoir a fait annuler les résultats avant de faire écrouer ses opposants politiques –dont l’aussi influente et donc gênante «Dame de Rangoun», aujourd’hui âgée de 66 ans.

Cette annonce intervient dans la suite logique de celle de la LND, qui a officialisé vendredi dernier sa décision (à l’unanimité de ses 106 membres), de se réenregistrer en tant que parti politique officiel –elle n’avait en effet plus d’existence légale depuis sa dissolution septembre 2010, après son boycott des élections organisées par le régime. Cette nouvelle faisait elle-même suite aux amendements votés par le parlement sur la loi d’enregistrement des partis politiques, permettant de nouveau aux personnes condamnées –y compris Suu Kyi et d’autres prisonniers politiques de la LND- de se présenter comme candidats.

«Le début d'une nouvelle étape»

La Ligue pourra désormais participer aux futures élections, et donc briguer les 48 sièges parlementaires à pourvoir prochainement. «Cette décision permettra de raviver les actions de notre parti politique», s'était alors félicité Aung San Suu Kyi. Libérée il y a un an par la junte militaire après sept ans d'assignation à résidence, cette dernière n'avait alors pas précisé si elle entendait elle-même se présenter. «Il semblerait que les dirigeants birmans soient enfin arrivés à la conclusion qu'il n'était pas possible de composer sans Aung San Suu Kyi et son parti, s'est pour sa part réjouie Isabelle Dubuis, coordinatrice d'Info Birmanie. Nous espérons que le dialogue entamé il y a quelques mois entre le gouvernement et l'opposition, ainsi que les réformes législatives ayant permis à la LND de se réenregistrer marquent le début d'une nouvelle étape. Une fenêtre d'opportunité inédite s'ouvre peut-être. C'est en tout cas ce qu'espère la communauté internationale depuis bien longtemps.»

Vendredi, le président américain, Barack Obama, a indiqué que la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, se rendrait en Birmanie le 1er décembre. Il s'agira de la première visite d'un chef de la diplomatie américaine depuis un demi-siècle. Le locataire de la Maison Blanche a précisé s'y être engagé après avoir parlé au téléphone avec la dissidente libérée depuis un an. Le lendemain, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a à son tour affirmé «le plus tôt possible» dans le pays asiatique, exhortant le pays à poursuivre les réformes «sans attendre». Depuis que l'armée, au pouvoir depuis 1962, a cédé la place à un gouvernement civil -bien qu'essentiellement constitué d'anciens militaires- en mars dernier, le pays apprend peu à peu à devenir démocratique. Le droit de grève a notamment été accordé aux travailleurs, et près de 6000 personnes ont été remises en liberté le mois dernier –dont 300 prisonniers politique. Malgré cette mesure de clémence, plus de 2000 opposants birmans demeurent emprisonnés. Néanmoins, comme pour récompenser ces efforts, l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (Asean), dont la Birmanie est membre, vient d'accepter de lui confier la présidence tournante de l'organisation en 2014, avec deux ans d'avance sur le calendrier prévu, afin de lui laisser la chance de se racheter une image sur la scène internationale.

****

culture-match | mercredi 30 novembre 2011

“The Lady” de Luc Besson: grandeur Dame

Dans « The Lady », le réalisateur retrace la vie et les combats d’Aung San Suu Kyi, l’opposante birmane Prix Nobel de la paix. En exclusivité, il nous présente ce film événement, qui sortira en France le 30 novembre.

Un entretien avec Romain Clergeat - Paris Match

Paris Match. Nikita, Jeanne d’Arc, Adèle Blanc-Sec, maintenant Aung San Suu Kyi, qu’est-ce qui vous fascine tant dans les destins de femmes ?
Luc Besson. Un homme héros, dans un certain sens, c’est banal. Il est toujours plus intéressant de raconter l’histoire hors norme d’un personnage du sexe dit faible. Aung San Suu Kyi fait 60 kilos, elle est toute seule et tient tête à 280 000 militaires birmans. Ça m’impressionne davantage que les douze travaux d’Hercule.

Pourquoi avez-vous choisi de réaliser ce film sans être à l’origine ni de l’idée ni du scénario, ce qui est rare chez vous ?
J’ai eu une réaction spontanée à la lecture du script : j’ai pleuré comme une madeleine. L’histoire est bouleversante tout simplement. Et j’ai aussi découvert son mari. Un aussi beau personnage qu’Aung San Suu Kyi. Leur relation, c’est la plus belle histoire que j’ai lue depuis “Roméo et Juliette”.

“The Lady” est d’ailleurs davantage une histoire d’amour qu’un film politique, non ?
Absolument. Le combat contre la junte est une toile de fond. C’est l’histoire intime de cette femme qui me plaisait. En décidant de rester en Birmanie alors que rien ne l’y oblige, elle poursuit la relation avec son père, mort quand elle avait 2 ans. Elle ne l’a donc pas connu. Poursuivre son combat, c’est faire vivre en elle, revivre son père, me semble-t-il.

Le monde l’a découverte militante obstinée mais, dans la réalité, elle n’a pas du tout choisi ce combat.
Quand elle part pour la Birmanie, elle a plus de 40 ans. Elle a deux enfants, habite Oxford depuis quinze ans et ne retourne dans son pays qu’à de très rares occasions. Sa vie était faite. En 1988, son pays sombre dans la violence et la dictature. Quand elle voit les émeutes sanglantes cette année-là, quelque chose de très profond remonte en elle à la surface.

«Aung San Suu Kyi est la féminité, la non-violence, la classe absolues !»

Pourquoi l’avez vous appelé “The Lady” ?
En Birmanie, il est interdit de prononcer son nom. On dit “la Dame du lac”, “la Dame de Rangoon”, “la Dame” tout court mais on ne dit pas Aung San Suu Kyi. Le titre s’imposait donc de lui-même. Et il lui colle tellement bien à la peau… Elle est la féminité, la non-violence, la résignation, l’opiniâtreté ; bref, la classe absolue.

Elle a été libérée pendant le tournage. Or, votre projet avait aussi quelque chose de militant contre son assignation à résidence. Cela vous a-t-il perturbé ?
J’étais un peu perdu. Elle venait de reprendre dix-huit mois d’assignation prétendument parce qu’un Américain avait traversé le lac devant chez elle. Cela faisait déjà quatorze ans qu’elle était enfermée. Je ne croyais donc pas à sa libération imminente… Or, l’une des motivations du film c’était de la remettre en lumière, en effet. Au moment de sa libération, j’ai eu un petit moment de flottement. Mais c’est vite passé car le film tient bien au-delà de ça. Et aussi parce qu’elle est libre “à la birmane”. Elle est fliquée en permanence, son parti a été dissous, elle n’a plus le droit de faire de politique.

Le plus incroyable c’est qu’elle a été libérée le jour où vous filmiez la scène de sa première libération !
C’est la pure vérité. Son fils était avec nous sur le tournage. Le matin, on tournait sa libération de 1995. Je filme donc Michelle Yeoh montant sur une petite estrade et saluant la foule. J’arrive à l’hôtel en Thaïlande à 20 heures, j’allume la télé et je vois passer cette scène en boucle ! Un moment, je pense que quelqu’un a volé des images sur le tournage et les a diffusées à la télé. Son fils me sort de ma rêverie en me passant le téléphone : “Elle veut vous parler.” Et là, ces premiers mots sont : “Merci. Vous vous occupez bien de mon fils.”

Avez-vous contacté Aung San Suu Kyi avant le montage ?
Quand on décide de monter le projet, elle est enfermée depuis onze ans. Elle ne peut voir personne hormis un vieil avocat une heure tous les quinze jours. Elle a sa petite gouvernante, et c’est tout. C’est sa maison, mais c’est une prison. Je voulais néanmoins qu’elle sache qu’on allait faire un film sur elle. Cette simple information a mis trois mois à lui parvenir. Et autant pour recevoir sa réponse…

Elle a demandé à voir vos réalisations ?
Elle n’avait pas vu “Nikita” à Rangoon… Je lui ai donc envoyé “Jeanne d’Arc”, “Le cinquième élément”, “Le grand bleu”, “Angel-A” et un “Arthur”.

«Mon film ne sera pas diffusé chez elle. Mais j'espère qu'il sera piraté par tous les Birmans»

Vous êtes-vous posé la question du tort que le film pourrait lui causer ?
J'avais ce souci au début, oui. Mais elle n'a peur de rien et est très intelligente. Et c'est elle qui a réglé le problème : elle n'a pas lu le script et ne veut pas voir le film. Donc, sa défense est simple : "Il existe un film sur moi auquel je n'ai pas participé donc vous ne pouvez m'accuser de quoi que ce soit." "The Lady" ne sera pas diffusé là-bas mais j'espère bien qu'il sera piraté par tous les Birmans.

Dans la réalité, son fils lui a reproché de ne pas venir au chevet de son mari mourant. Pourquoi avoir atténué cette scène ?
J'ai fait un film sur une personne vivante que je ne pouvais pas rencontrer. Il y avait donc une certaine réserve à observer. La limite entre la réalité et le voyeurisme est très ténue. J'ai essayé de mettre le curseur au bon endroit. Sans trop entrer dans son intimité.

Vous avez récemment passé trois jours avec Aung San Suu Kyi à Rangoon, que vous a-t-elle demandé en premier ?
Elle ne pose aucune question sur le film. Je lui en ai parlé quand même… J'ai raconté quelques anecdotes comme la scène où elle a failli se faire tuer par les militaires. C'était très compliqué car je ne disposais d'aucune image. Je me suis excusé de m'être forcément éloigné de la réalité mais ça l'a fait sourire.

Quand on rencontre des personnages capables de tels sacrifices, on s'interroge sur soi-même, non ?
Mon éducation et ma vie n'étant pas les mêmes, je n'aurais pas pu sacrifier mes enfants pour mon pays comme elle. Mais, dans des circonstances pareilles, je serais capable de me lever pour mon pays, oui. En tout cas, je ne serais pas le dernier.

Qu'espérez-vous que ce film aura comme influence pour elle ?
Aujourd'hui, en Birmanie, vous pouvez aller en prison pour quatre ans parce que vous avez le "Time" avec vous. Il y a 2 100 prisonniers politiques. Si le film peut servir à rappeler que c'est un pays de fou vis-à-vis duquel les démocraties s'honoreraient à être sans indulgence, ce serait déjà bien.

****

actu-match | mercredi 30 novembre 2011

Hillary Clinton, une visite historique en Birmanie

La secrétaire d'Etat américaine est arrivée mercredi à l'aéroport de Naypitaw, nouvelle capitale du pays. Elle rencontrera lors d'une visite officielle de trois jours les principaux dirigeants de la junte militaire, et Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix et grande figure de la dissidence.

Yannick Vely - Parismatch.com

Une visite historique, comme une invitation à poursuivre les réformes démocratiques. Mercredi, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a entamé une visite officielle de trois jours en Birmanie. Il s'agit du premier déplacement d'un chef du département d'Etat américain depuis John Foster Dulles en 1955. L'épouse de l'ancien président des Etats-Unis Bill Clinton a prévu de rencontrer les dirigeants de la dictature au pouvoir depuis 1962, mais aussi Aung San Suu Kyi, la grande figure de la dissidence, qui a confirmé le 21 novembre dernier, son intention de se présenter aux législatives partielles prévues en cette fin d'année. Rappelons que la «Dame de Rangoon», aujourd'hui âgée de 66 ans, a passé 15 des 21 dernières années, en prison ou en résidence surveillée, avant de retrouver une totale liberté de mouvement et de parole en novembre 2010.

Les relations diplomatiques entre les Etats-Unis et la Birmanie se réchauffent donc, après une longue période de glaciation. Après le coup d'Etat de 1988 et la répression post-élections législatives de 1990, Washington a rappelé son ambassadeur, ne laissant qu'un chargé d'Affaires en place. En 2003, le président George W. Bush prenait des sanctions commerciales extrêmement sévères à l'encontre de la Birmanie, avec l'interdiction d'importer

des produits birmans. En juillet 2008, le Congrès américain votait une nouvelle série de mesures – le JADE Acts pour Junta's Anti Democratic Efforts -, afin de bannir toutes importations de pierres précieuses birmanes, transformées dans un pays tiers.

La volonté du dialogue

En septembre 2009, soucieux de récompenser les premiers efforts du gouvernement birman en place, le président Barack Obama changeait de fusil d'épaule. Si les sanctions commerciales demeurent, les Etats-Unis exprimaient pour la première fois depuis de longues années une volonté de dialoguer avec la junte au pouvoir. En avril 2011, Obama désignait Derek Mitchell comme représentant spécial pour la Birmanie.

«Le pouvoir en place ne veut pas manquer le train du développement économique de la région», nous avait précisé Mireille Boisson, coordonnatrice pour la Birmanie à Amnesty International. «La Birmanie essaie de redorer son image», mais un long chemin reste à parcourir. Les lois qui ont permis l'enfermement arbitraire des opposants politiques n'ont pas été abrogées et des divisions supplémentaires de l'armée birmane ont été envoyées dans le sud-est du pays, afin de mater la rébellion des Karens, qui s'opposent à la construction d'une route qui saccage une partie des ressources naturelles. Plus de 2000 opposants birmans demeurent emprisonnés, malgré des annonces d'amnistie. Néanmoins, comme pour récompenser ces efforts, l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (Asean), dont la Birmanie est membre, vient d'accepter de lui confier la présidence tournante de l'organisation en 2014, avec deux ans d'avance sur le calendrier prévu, afin de lui laisser la chance de se racheter une image sur la scène internationale.

Aung San Suu Kyi a officiellement annoncé son intention de se présenter aux élections législatives partielles qui devraient avoir lieu d'ici la fin de l'année en Birmanie.

****

culture-match | dimanche 11 décembre 2011

Michelle Yeoh, The Lady: “Ce fut un voyage émotionnel”

Michelle Yeoh a trouvé le rôle de sa vie En incarnant la résistante acharnée, La douceur asiatique qui émane de l’actrice cache un tempérament de combattante, comme celui d’Aung San Suu Kyi son nouveau modèle.

Paris Match. Vous êtes à l’origine de “The Lady”. Quelle en a été la genèse ?
Michelle Yeoh.

J’ai réalisé que ces dix dernières années, nous n’avions plus entendu parler d’Aung San Suu Kyi. Je me souviens de notre fierté et de notre excitation, en 1991, lorsqu’on a su qu’une femme, asiatique, avait reçu le prix Nobel de la paix. Mais avec le temps, c’était comme si nous avions tout oublié d’elle. Même sa famille n’avait pas de nouvelles. Le régime l’avait comme “effacée”. Je suis tombée sur cet article : un film pourrait être fait sur cette femme extraordinaire. J’ai dit à mon agent : “Trouve-moi qui a eu cette idée, je veux jouer ce rôle.” C’est comme ça que j’ai rencontré Luc Besson. Pour le script, je me suis tournée vers une amie romancière, Rebecca Frayn, qui travaillait depuis presque cinq ans sur la vie d’Aung San Suu Kyi. Elle avait rencontré Anthony Aris, le frère de son époux décédé en 1999, Michael Aris.

Comment vous êtes-vous documentée sur sa vie privée ?

J’ai lu tous les ouvrages écrits sur elle. En fait, bien qu’elle soit traditionnelle, elle a trouvé l’âme sœur chez Michael Aris, qui n’était pas birman mais britannique. Cet homme aimait

l'Asie, dont il fut l'un des spécialistes en Occident. Quand ils se sont rencontrés, Michael était quelqu'un de très engagé, avec beaucoup de projets, alors que Suu Kyi était plus calme. Elle ne correspond pas à l'image caricaturale qu'on se fait de la femme asiatique, tranquille, soumise. Elle sait ce qu'elle veut, et depuis toute petite, elle est très disciplinée. Je pense que cela lui vient de sa mère. De son père, le général Aung San, héros de l'indépendance, assassiné alors qu'elle n'avait que 2 ans, il ne lui reste qu'une image, forgée à partir des histoires qu'on lui a racontées, mais qui lui a fait prendre conscience de l'importance de son héritage.

Quand l'avez-vous rencontrée ?

Nous étions en train de tourner en Thaïlande quand elle a été libérée. Pourquoi ne pas y aller…? Quelques jours plus tard, tous les visas avaient été refusés sauf le mien. Mon frère m'a accompagnée. Nous étions à l'hôtel quand Kim, le fils de Suu Kyi, est venu nous chercher pour aller chez elle. La maison était exactement celle du décor dans lequel nous tournions. Dans ses appartements privés, il y avait des livres partout, et des photos d'elle et de sa famille, que nous n'avions jamais vues parce qu'elle a toujours gardé cela pour elle. Je me suis retournée et elle était là. Tout ce qu'elle a fait, c'est m'ouvrir ses bras et m'étreindre. C'est une femme apaisante, gracieuse, brillante, et qui vous met à l'aise. Elle sourit et rit facilement. C'était émouvant de la voir si proche de Kim. On savait si peu de chose sur cette vie de famille qu'on essayait justement de restituer dans le film ! Grâce à ce petit aperçu, nous avons pu améliorer notre interprétation des choses.

Comment avez-vous travaillé pour la montrer en tant que femme ?

Ce fut un voyage émotionnel. Il ne s'agissait pas seulement de lui ressembler physiquement. J'ai nourri mon esprit et mon âme de la même manière qu'elle l'avait fait elle-même. J'ai lu tous les livres qu'elle aurait pu lire, les théories des gens qui l'inspirent comme Gandhi. Nous sommes toutes les deux bouddhistes et ça m'a aidée. La méditation l'a beaucoup soutenue. J'ai visionné des centaines d'heures de films qui n'évoquaient que son travail, ce qui est certes important mais superficiel. Je regardais ces films parfois sans le son, pour mieux l'observer. Au fil de ses apparitions, elle a progressé, surmonté sa peur. Lors de son premier discours, on sent qu'elle est là sans l'avoir décidé : elle parle vite, fuit le contact visuel, elle est timide. Dans ses apparitions suivantes, elle est toujours connectée à vous, jusqu'au tournant de son discours à la pagode Schwedagon, en pleine révolte étudiante de 1988. Ce jour-là, elle ne s'adresse pas à quelques centaines de gens, mais à presque un million de personnes, évoque son père qui a payé son engagement de sa vie, et répond à ceux qui la critiquent pour avoir épousé un étranger. On sent qu'elle avait peur. Mais elle avait alors compris qu'elle avait été appelée.

Pour être plus réaliste, vous prononcez même ce discours en birman… le parliez-vous déjà ?

Je parle le malais, le cantonais, le mandarin, et je pensais que je trouverais des similitudes avec le birman. Mais rien ! Zéro ! Ce fut un travail très dur. J'ai eu la chance d'avoir comme professeur une Birmane incroyable. Nous avons passé quatre mois ensemble, plusieurs heures

par jour. Je parlais même birman en dormant ! J'ai finalement appris le discours comme une seule phrase, en un bloc.

« Nous sommes toutes les deux bouddhistes et ça m'a aidée »

A force de la regarder, qu'avez-vous compris de son parcours, de son destin ?

J'ai compris qu'elle n'avait fait tout ce chemin que parce qu'on l'y avait forcée. Les gens disent souvent que c'est son choix. Mais ce n'était pas un choix, même si elle parle d'engagement et pas de sacrifice. Elle s'est retrouvée prise dans le cours de l'histoire, consciente d'être la seule à pouvoir faire une différence. Parfois, on la compare à Nelson Mandela. Lui était dans une vraie prison. Elle, dans une prison à la porte toujours ouverte. Elle aurait pu quitter le pays. Je pen

dominé par d'anciens généraux, à l'image du président birman, Thein Sein, qui fut le premier ministre du Général Than Swe entre 2007 et 2011.

Mais la Prix Nobel de la Paix, Aung San Suu Kyi semblait ces derniers temps de plus en plus encline à collaborer avec le nouveau gouvernement de son pays, comme l'indiquait un des porte-paroles de la LND au quotidien américain: «The Lady estime que le président est prêt pour le changement.» Et au début du mois de décembre, lors de la visite de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton, l'opposante s'était déclarée «confiante», estimant que son pays empruntait «la voie de la démocratie».

Elan démocratique limité

Désormais légale, la Ligue Nationale pour la Démocratie pourra présenter des candidats aux législatives partielles, prévues prochainement mais dont la date exacte n'est pas encore connue. La prix Nobel de la paix y sera vraisemblablement candidate. Quarante-huit sièges sont à briguer, explique «The Myanmar Times». L'élan démocratique sera donc limité.

En 1990, la LDN avait raflé 392 des 485 sièges lors des élections, mais le parti n'avait jamais été autorisé à gouverner par le régime militaire. Aung San Suu Kyi, déjà privée de liberté à l'époque, a passé plus de quinze ans en prison ou assignée à résidence, avant d'être libérée le 13 novembre 2010 à l'âge de 65 ans.

Lundi, le parti a annoncé qu'il changeait de symbole, rapporte «The Bangkok Post»: un paon aux couleurs or, le bec pointé vers une étoile blanche. Lors du vaste soulèvement démocratique de 1988 déjà, l'oiseau de combat était brandi par les étudiants en lutte contre la junte militaire au pouvoir. Le traditionnel chapeau de bambou a été utilisé par un groupe dissident qui a participé aux élections de novembre 2010.

BURMA NEWS

Genève dimanche 18 décembre 2011

- L'ambassadeur de Chine en Birmanie a rencontré l'opposante Aung San Suu Kyi
- Légalisation de la Ligue nationale pour la Démocratie

L'ambassadeur de Chine en Birmanie a rencontré l'opposante Aung San Suu Kyi
RFI_10 decembre 2011

La rencontre entre l'ambassadeur de Chine et l'opposante historique Aung San Suu Kyi a eu lieu à la demande de celle-ci, rapporte ce jeudi 15 décembre le porte-parole du ministre chinois des Affaires étrangères qui indique également que « *la Chine entre en contact avec tous les secteurs de la société birmane* ». Cette rencontre intervient dans un contexte diplomatique régionale en pleine évolution dont certains aspects irritent profondément la Chine, partenaire historique des régimes militaires en Birmanie, et menacent ses intérêts. Mais, en même temps, Pékin prend acte des modifications en cours et tout va très vite.

Ça fait partie de ces initiatives politiques qui se succèdent décidément à très vive allure depuis un peu plus d'un an. Depuis que les élections générales se sont tenues en Birmanie et que le pouvoir a été transféré à une administration civile.
Bien que les réformes soient observées avec un sens critique aïgu, il faut bien constater que ces réformes affectent de manière extrêmement significative la diplomatie régionale. La Birmanie accédera bientôt à la présidence tournante de la communauté asiatique régionale Asean, et ce sera inédit. Les autorités birmanes viennent de recevoir les encouragements chaleureux des Etats-Unis avec la visite qualifiée d'historique de la chef de la diplomatie américaine.

Enfin, la Chine, et à l'heure où Pékin commence à apparaître comme une puissance régionale plutôt menaçante à l'égard de nombre de ses voisins, l'administration chinoise ne veut certainement pas que ce retour de la Birmanie se fasse à ses dépens et qu'elle y perde son statut d'allié privilégié. Alors elle s'adapte. L'ambassadeur rencontre Aung San Suu Kyi, un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères chinois est attendu à Naypidaw la semaine prochaine et il paraît même que le Premier ministre chinois Wen Jiabao va s'y rendre, lui aussi, pour participer au sommet régional sur le fleuve Mékong.

****

Légalisation de la Ligue nationale pour la Démocratie
France Diplomatie_16 decembre 2001

La légalisation la Ligue nationale pour la Démocratie, annoncée le 13 décembre par les médias officiels birmans, est un nouveau pas dans la bonne direction. Cette acceptation par la Commission électorale de la demande d'enregistrement du parti d'Aung San Suu Kyi est un nouveau signe encourageant et significatif pour tous ceux qui œuvrent à la démocratisation du pays.

La France encourage les autorités birmanes à poursuivre et à approfondir le mouvement d'ouverture qu'elles ont engagé. A cet égard, nous espérons que les élections législatives partielles se tiendront rapidement et qu'elles seront réellement libres et transparentes.

La libération sans délai et sans conditions des prisoniers politiques et de conscience qui sont encore en détention est, dans cette perspective, plus que jamais indispensable.

****